Logo / en-tête collectivité

Modèle : arrêté

Arrêté portant réintégration après congé parental

de M. ou Mme……………………………………………..

Madame la Maire / Monsieur le Maire / Madame la Présidente / Monsieur le Président de .......................................................................................................,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu les articles L515-1 à L515-12 du code général de la fonction publique,

Vu le décret n° 86-68 du 13 janvier 1986 relatif notamment à la position de congé parental des fonctionnaires territoriaux,

Vu la demande de M. ou Mme ………. en date du …………. portant demande de réintégration dans son ancien emploi ou dans l’emploi le plus proche de son dernier lieu de travail ou dans l’emploi le plus proche de son domicile compte tenu de son changement de résidence familiale,

Vu l'arrêté en date du ......... plaçant M. ou Mme ....................................................... en position de congé parental à compter du ........ pour une durée de 6 mois renouvelée périodiquement jusqu'au .......,

Vu l'arrêté en date du .......... nommant M. ou Mme ................................................. à compter du ........ au ....... échelon du grade de ..................................................................,

Considérant que M. ou Mme ……… a bénéficié d’un entretien avec le (ou la) responsable des ressources humaines en date du …… (4 semaines au moins avant la date de réintégration),

Considérant l'ancienneté acquise pendant la durée du congé parental (la totalité de la durée dans la limite de 5 ans sur l’ensemble de la carrière)

**ARRETE**

**Article 1**

M. ou Mme.....................................est réintégré(e) au sein de la collectivité ***ou*** de l’établissement à compter du …....., sur le grade de …………………….., à temps complet (ou à temps non complet /35h)

**Article 2**

M. ou Mme............................................... est classé(e) au .......... échelon du grade de ......................................... avec une ancienneté de ..............................

**Article 3**

A compter du ......., M. ou Mme........................................................ percevra la rémunération afférente à l'Indice Brut .................

**Article 4**

Le présent arrêté sera transmis au président du centre de gestion, au comptable de la collectivité, et notifié à l'intéressé(e).

Fait à ........................., le ..../..../....

Madame la Maire / Monsieur le Maire / Madame la Présidente / Monsieur le Président,

(nom, prénom et qualité lisible)

Le Maire (ou le Président),

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,

- informe que la présente décision peut faire l’objet d’un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un*.* délai de 2 mois, à compter de la présente publication par courrier postal (6 rue Pitot –34000 Montpellier) ;Tél: 04-67-54-81-00 ou par le biais de l’application informatique Télérecours, accessible par le lien suivant : <http://www.telerecours.fr>.

Notifié le .....................................

Signature de l’agent :